TRIBUNE

Quelle Europe ? La vraie nature de l'internationalisme

samedi 12 septembre 2015, par DURAND Cédric, KEUCHEYAN Razmig, KOUVELAKIS Stathis (Date de rédaction antérieure : 23 avril 2014).

La sidération de la gauche face à l'Europe résulte de son incapacité à admettre qu'il y a un internationalisme du capital, un internationalisme des classes dominantes. L'internationalisme n'est pas toujours de gauche ou progressiste. A l'inverse, les classes dominantes ne sont pas encroûtées à jamais dans cette forme politique qu'est l'Etat-nation.

Le capitalisme est un système par essence mobile. Lorsque les circonstances deviennent défavorables à l'accumulation du capital, il peut aller chercher des conditions plus propices ailleurs. Le capitalisme peut aussi mettre en concurrence les espaces, en s'appuyant sur les uns pour contraindre les autres à se plier à sa logique.

La mondialisation néolibérale permet, à la fois, d'ouvrir de nouveaux champs d'activités profitables, et d'agir comme un puissant levier pour défaire les coûteux compromis sociaux de l'après-guerre. Réorganiser l'accumulation du capital à une échelle où les syndicats et les mouvements sociaux sont presque inexistants est le meilleur moyen d'affaiblir leurs positions.

L'UE est une incarnation de cet internationalisme du capital. C'est un espace politique dont les classes populaires sont exclues. Par le passé, des nuances ont pu exister au sein des élites européennes concernant le type de dynamique économique et de régime politique à développer. Depuis, la relance du projet européen, avec l'acte unique de 1986, le néolibéralisme règne sans partage. L'UE tend, depuis ses origines, à échapper au contrôle populaire. Cette tendance n'a cessé de s'accentuer, surtout, depuis la crise de 2008. C'est alors que les institutions européennes les moins démocratiques, au premier rang desquelles la Banque centrale, sont montées en puissance, au détriment de celles qui font encore mine d'être démocratiques, comme le Parlement européen. L'euro est au cœur de cet internationalisme des classes capitalistes européennes : véritable rouleau compresseur de la « discipline salariale » à l'intérieur, il s'est construit comme moyen de paiement et monnaie de réserve au niveau mondial, au service de l'expansion de la finance et des grandes sociétés européennes.

Mondialisation et construction européenne ont ainsi changé le contexte dans lequel se pose la question de l'internationalisme. La configuration politique n'est plus celle d'une domination de la bourgeoisie via les Etats-nations.

Tout comme son opposé le nationalisme, l'internationalisme n'a jamais cessé de changer de forme. Les mouvements sociaux — mouvement ouvrier en tête — ont, quant à eux, cherché à articuler les différentes échelles de la politique. L'idée que l'internationalisme consisterait à opposer toujours l'international au national est donc simpliste. L'internationalisme consiste à faire avancer les intérêts des classes subalternes - et par cette entremise de l'humanité entière - en s'affranchissant des obstacles érigés par les classes dominantes, quelle que soit l'échelle à laquelle ces obstacles sont situés.

A l’approche des européennes, la gauche radicale doit se rendre à l’évidence : aucune politique alternative au néolibéralisme n’est possible dans le cadre institutionnel actuel de l’UE. Rendre une telle politique possible suppose de rompre avec ce cadre, et de recouvrer les moyens d’une politique monétaire autonome. Cela conduira forcément à des dislocations au sein de l’UE, autrement dit, un ou des pays sortiront de ce cadre, alors que d’autres voudront le conserver. Les pays qui en sortiront se rabattront sur l’échelon étatique national, et décideront, dans le meilleur des cas, ensemble des politiques alternatives à mettre en œuvre pour organiser un autre type d’intégration. Sans être préparée à cette éventualité, la gauche radicale sera prise au dépourvu si elle accède au pouvoir. Il est inconcevable qu’au cours de ce processus de rupture, l’euro demeure en l’état. Les pays qui quitteront le cadre européen se doteront de leur propre politique monétaire.

Loin d’être un antidote contre le nationalisme, l’UE n’a cessé de le renforcer. La résurgence de ce que la construction européenne devait conjurer est due à la combinaison de politiques néolibérales de plus en plus agressives, et au sentiment de dépossession politique croissant qu’éprouvent les citoyens face à l’Europe.

Le régime semi-colonial imposé à certains pays de la périphérie européenne, Grèce en tête, n’est pas accidentel, mais l’expression de ces tendances de fond. A ce régime font écho, vers l’extérieur, une politique migratoire odieuse - l’Europe « forteresse » et une politique étrangère inexistante ou assujettie aux intérêts des Etats-Unis.

L’Europe n’est ni une entité cohérente sur le plan économique (la crise l’a démontré), encore moins un espace culturellement homogène. La seule raison de faire l’Europe est de la doter d’un projet politique améliorant la vie des populations. Un tel projet n’a, en réalité, aucune raison de s’arrêter aux frontières géographiques de l’Europe. Des pays situés au-delà de ces frontières pourraient y prendre part, et d’autres pays, situés sur le continent, s’y opposer. Rompre avec l’Europe pour sortir du cauchemar néolibéral : c’est peut-être cela le véritable internationalisme.

Cédric Durand Economiste à Paris-XIII, **Stathis Kouvélakis** Philosophe au King’s College de Londres, **Razmig Keucheyan** Sociologue à Paris-IV

P.-S.

* « La vraie nature de l’internationalisme » : http://www.liberation.fr/politiques/2014/04/23/la-vraie-nature-de-l-internationalisme_1003162